

## AI exige une enquête sur des cas présumés de torture au Burundi

PANA, 24/08/2010 Bujumbura, Burundi - "Les autorités burundaises doivent enquêter sur des allégations selon lesquelles des membres des forces de sécurité de l'Etat ont torturé 12 politiciens de l'opposition lors des élections qui se sont récemment déroulées dans le pays", réclame l'ONG Amnesty international dans un communiqué de presse transmis mardi à la PANA à Bujumbura. AI décrit dans le communiqué comment ces personnalités de l'opposition 'ont été giflées, reçues des coups de pied et de matraque sur tout le corps'.

Certains d'entre eux ont dit aux enquêteurs d'AI avoir été menacés de mort, alors qu'un leader de l'opposition a déploré avoir été blessé à l'oreille pendant qu'il était incarcéré au siège du Service national de renseignement (SNR), à Bujumbura, entre le 23 juin et le 5 juillet. L'organisation internationale de défense des droits de l'Homme note toutefois que les informations faisant état de cas de torture au Burundi s'étaient faites "plus rares" ces dernières années et la résurgence de ces sévices constitue un "recul très perturbant". Le SNR a nié les allégations de torture et laissé simplement entendre que les marques visibles sur le corps des interpellés étaient le résultat de leur opposition à leur arrestation, mentionne le communiqué de presse. Une certaine accalmie s'observe sur le plan politique à la veille de l'investiture de nouvelles institutions issues des secondes élections générales post-conflit de cette année au Burundi. On rappelle que les principaux partis politiques de l'opposition ont boycotté la suite du processus électoral au lendemain des élections municipales, pour dénoncer des "fraudes massives".